

Tout d'abord, je souhaite une très bonne année à toutes et tous.

Si je reviens vers vous, c'est qu'il y a un peu de nouveau par rapport à ma circulaire du 22 novembre dernier. Pour ceux qui n'en auraient pas pris connaissance, vous pouvez la retrouver sur mon forum ().

Et qu'y a-t-il de nouveau ? Tout d'abord la convocation à l'assemblée générale qui devrait se tenir à Villeveyrac le 13 janvier prochain et l'ordre du jour. Outre que le règlement intérieur n'a pas été respecté, voir article 7 « ... *diffusé aux associations, clubs au plus tard quarante cinq jours (45) au moins avant la date fixée pour la réunion par courriel...* », car envoyée seulement le 9 décembre, c'est n'importe quoi. Volonté d'enfumage ou incompétence ? Vous jugerez...

Rien dans l'ordre du jour ne permet aux mandants de donner des instructions de vote à leur mandataire :

- il ne figure pas le nom des personnes dont j'ai demandé l'éviction du comité directeur individuellement et pas en groupe, la copie du courrier justifiant cette demande n'a pas été joint, alors que c'est obligatoire.
- il ne figure pas d'arrêté des comptes, même provisoire,
- Il ne figure aucune des décisions prises illégalement par le CD et qui auraient dû faire l'objet de résolutions d'accord préalables comme la création d'une licence de « président d'honneur » créée « pour les copains » qui ne figure pas à l'article 26 du règlement intérieur et qui dispense de cotisation. L'achat d'une barque de récupération en aluminium « sur mesure », un investissement qui va servir à qui et dans quelles conditions ? De toute évidence uniquement utile au MRC. L'achat de petits bateaux électriques à rétrocéder aux clubs, des jouets d'une utilité très contestable puisque rien n'est prévu en accompagnement (par exemple, initiation aux règles de course, challenge junior, animation en exposition, etc.) ...

Sans compter l'invitation systématique des anciens présidents (tiens, M. Ducruit n'est pas invité alors qu'il a été président intérimaire après le départ de M. Didier et confirmé par un vote à l'AG suivante...), directeurs sportifs, secrétaire sportif national et présidents de ligues aux réunions du CD. Et qui paye leurs déplacements ?

Le flou réside aussi dans la composition du comité directeur puisque dans l'appel à candidature, il était fait mention que le poste réservé à un représentant des juges était complet alors que sur le site officiel de la FMN, la composition du CD ne fait pas mention de ce poste. Actuellement, le fonctionnement de la tête de la FFMN, c'est de l'amateurisme dans le plus mauvais sens du terme. Certains y sont depuis des années voire des décennies, soit entant qu'élus soit en tant qu'invités permanents. Alors pourquoi tant d'erreurs ?

L'amateurisme et l'irresponsabilité se manifestent également dans l'organe officiel de communication de la FFMN, « Message », où, sous prétexte d'un reportage sur un championnat du monde, l'auteur se permet d'écrire que les juges et jaugeurs français sont incompétents. Quand on sait que cette personne a été nommée à la commission des statuts, est président de ligue, se présente à l'élection au comité directeur et a eu un comportement irresponsable en envoyant aux présidents des clubs de sa région un message les invitant à envoyer des mandats « en blanc » qu'il se chargera bien entendu de remplir (\*), on cauchemarde... Et le « président » Billet, à qui j'ai demandé quelle sanction il comptait infliger pour cette atteinte à l'honneur et à la probité des juges et jaugeurs a, bien entendu, répondu à côté et botté en touche : « *Bien que rien ne m'oblige à répondre à votre pamphlet, je vous informe que votre sollicitation est tardive. Les mesures nécessaires ont été prises* ». On se demande lesquelles. Courage, fuyons...

La commission des statuts, on peut justement en parler puisque l'ordre du jour de l'AG indique « Présentation des travaux sur la modification des statuts et du règlement intérieur ». On ne nous communique pas ces modifications qui devraient nous avoir été communiquées et on apprend par ailleurs que les seules modifications prévues sont dans le règlement disciplinaire et consistent :

- à modifier l'article 1 en introduisant des dispositions qui n'ont rien à y faire puisque ce règlement est censé organiser le fonctionnement des commissions de discipline et pas ce qui peut motiver le refus de délivrance d'une licence, lequel est déjà inscrit dans l'article 6 des statuts.
- à changer la présentation de l'article 2 en ajoutant une ligne 4<sup>e</sup> copiée sans comprendre pourquoi du 7<sup>e</sup> de l'article 2 de l'annexe I-6 du code du sport puisque le cas ne correspond pas à l'organisation de la FMN et des clubs affiliés. En plus sont cités dans cette modification des articles (1 législatif et 1 réglementaire) sans qu'il soit précisé de quel code il s'agit et qui n'ont rien à voir avec la discipline puisqu'il s'agit, pour le premier, de la représentation des féminines et pour le second des conditions pour bénéficier de l'agrément... Encore une preuve de mauvais amateurisme.

On ne sait rien d'une éventuelle modification du règlement financier avec cet intitulé plus que flou (quand c'est flou, il y a un loup) : « Règlement financier à proposer et vote ». Voter quoi puisque les comptes n'ont pas été communiqués ? Ou sont les textes que nous devons étudier avant l'AG et dans les temps réglementaires ?

Il est aussi question dans cet ordre du jour, de la révocation d'un membre du comité directeur. La personne n'est pas nommée et, comme de bien entendu, aucune justification à cette demande. Cette personne serait en quelque sorte le « poil à gratter du CD » ? Dans ces conditions, on comprend mieux la volonté de modification de l'article 1 et la détermination à écœurer ou éliminer tous ceux qui ne pensent pas comme M. Costa et ses affidés.

Pour la région Île de France, le Comité Directeur s'est accommodé pendant une année d'un bureau composé uniquement d'une personne faisant office de Président, secrétaire et trésorier. Par ses orientations, cette personne, dont il est fait allusion dans le paragraphe précédent, ne convenant pas à certains membres du Comité Directeur, qui soudainement se rendant compte que cette situation n'est pas légale, souhaiteraient l'écarter pour installer d'autres pions après avoir mis la région Île France sous tutelle. Cela simplifierait beaucoup les choses et permettrait de continuer la politique actuelle sur le long terme.

Autre point qui prête à réflexion. A quelques jours de l'AG fédérale, on nous sort du chapeau un nouveau bureau pour la région Centre Est, qui était depuis plusieurs années sous la tutelle de la région parisienne. Et comme pour le Comité Directeur, il est composé de "copains" issus du MRC... Il semblerait que ce bureau ait été constitué dans l'urgence au cours d'une assemblée générale sans que tous les clubs de la région Centre Est y aient participé. Résultat : un seul club présent, pratiquant uniquement le MRc comme par hasard, et un licencié isolé (ce qui est illégal) pour le seul motif qu'il aurait l'intention de créer un club. Le quorum n'étant pas atteint, la constitution de ce bureau est illégale.

En plus, à la fin dans le chapitre « Divers », il est question de prendre des décisions et c'est illégal sans qu'on sache à l'avance de quoi il s'agit. Il faudrait que M. Carrier apprenne ce qu'est un ordre du jour. Il est évident que les membres responsables du CD se sont largement inspirés des ordres du jour rédigés depuis des décennies mais qui n'avaient jamais posé de problème législatif comme c'est le cas actuellement.

At last but not least, l'en-tête de cet ordre du jour : « **Gardien du temps** : M. Philippe CARRIER ». C'est quoi un « gardien du temps », terme pompeux et ridicule ? Il me semblait que le rôle d'un secrétaire fédéral était un peu plus noble et utile, comme par exemple rédiger le compte rendu exact des débats... De plus, ce gardiennage du temps est illégal puisqu'il implique que l'on puisse empêcher de s'exprimer un participant à l'AG, ce qui serait une injustifiable censure. Chaque participant doit pouvoir s'exprimer librement et pendant tout le temps nécessaire.

En conclusion, je ne peux que reprendre les propos tenus dans ma précédente circulaire : On ne peut accepter que la FFMN suive cette mauvaise voie et il faut révoquer ceux qui y mènent. Ceci passe aussi par le refus d'accepter les budgets - le budget voté en janvier 2017 n'ayant pas été respecté -, refus de donner le quitus, refus de voter pour les modifications des textes proposés. Bien évidemment, chacun est libre de ses opinions et de ses choix. Si certains se plaisent à financer des compétiteurs qui ne pensent qu'à trouver des sponsors ou monnayer leurs talents de maquettistes, ils peuvent continuer comme actuellement. Ceux qui veulent une FFMN réellement utile aux vrais modélistes, amateurs au sens noble pour qui ce n'est qu'un loisir, révoqueront ceux qui actuellement la dirigent.

Pour mémoire : la FFMN compte actuellement 990 licenciés dont 405 « loisir », 299 « compétition » (mais combien en font réellement ?), 101 « junior » 97 « accompagnant » et 88 « dirigeant ». Dans l'état actuel, la FFMN ne représente plus rien pour les licenciés qui font du vrai modélisme naval. Laisseront-ils la FFMN se faire confisquer par quelques dizaines d'adeptes de la compétition (et seulement ça) qui ne font que des ronds dans l'eau ? Réponse après l'AG et surtout en mars quand les licences auront été payées... Et comme on dit dans les campagnes : « C'est après la foire qu'on compte les bouses. »

En raison de toutes ces anomalies, j'ai saisi le CNOSF, pour faire annuler cette AG qui n'est qu'une mascarade, dans les 15 jours qui ont suivi la convocation, en raison de certaines dispositions de la procédure. Malheureusement, cette instance se prononce en fonction du code du sport (qui définit strictement ses attributions) et pas des dispositions du code de procédure civile. Ma demande a donc été jugée irrecevable avant l'AG, les décisions prises étant considérées comme préparatoires (à l'AG) donc non définitives et insusceptibles de recours. Le bureau de la FFMN ne manquera sûrement pas d'en faire des gorges chaudes. Attendons donc calmement que l'AG se soit tenue...

Bien cordialement,

Jean-Philippe Lelong

(\*) Jusqu'à présent, jamais une personne ayant des fonctions à la FFMN et souhaitant être membre du comité directeur n'a osé écrire de tels textes.

